



Title	Les bibliothèques populaires et scolaires, nouveaux marchés littéraires de la seconde moitié du XIXe siècle
Author(s)	Garrabet, Christophe
Citation	言語文化共同研究プロジェクト. 2019, 2018, p. 9-18
Version Type	VoR
URL	https://doi.org/10.18910/72692
rights	
Note	

The University of Osaka Institutional Knowledge Archive : OUKA

<https://ir.library.osaka-u.ac.jp/>

The University of Osaka

Les bibliothèques populaires et scolaires, nouveaux marchés littéraires de la seconde moitié du XIX^e siècle

Christophe Garrabet

Introduction

Parmi les différents circuits de diffusion de la littérature, la bibliothèque publique¹ tient une place particulière car elle correspond à l'une des modalités fondamentales de l'accès au livre, l'emprunt. Avec son développement à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, elle devient même un lieu emblématique de la lecture populaire car elle constitue « l'une des multiples facettes (l'une des solutions ?) d'un problème qui a hanté les hommes du 'long XIX^e siècle' [...] : celui de l'accès de toute une population à la connaissance et à l'information² ». Néanmoins, ce ne sont pas les bibliothèques municipales qui répondirent aux attentes des nouvelles générations de lecteurs nées des progrès successifs de l'alphabétisation. Jusque-là, ces bibliothèques-musées s'étaient en effet avant tout attachées à la conservation des fonds confisqués aux couvents pendant la Révolution française, et s'étaient attelées à compléter leurs collections.

Les bibliothèques populaires et les bibliothèques scolaires, créées au début des années 1860, étaient plus à même de satisfaire les exigences de ce nouveau public. Loin de l'élitisme des bibliothèques municipales, leurs initiateurs leur donnèrent pour mission de proposer des œuvres adaptées au plus grand nombre, capables à la fois de le divertir, de le moraliser et de l'instruire, tout en s'ouvrant aux productions contemporaines. Elles apparurent donc rapidement aux yeux des éditeurs et des écrivains comme un nouveau marché à la croisée d'intérêts économiques, idéologiques et esthétiques, marché demandeur d'une littérature spécifique. Leur succès s'explique d'ailleurs en grande partie par les soutiens publics et privés dont elles purent jouir, en particulier par la

¹ Par « bibliothèque » est entendu dans cet article tout lieu de prêt de livres organisé soit par une association, soit par une institution : les bibliothèques privées de particuliers sont donc exclues de cette étude.

² D. Varry, « Introduction », in D. Varry (dir.), 2009. *Histoire des bibliothèques françaises. Les bibliothèques de la Révolution et du XIX^e siècle : 1789-1914*. Paris, Éditions du cercle de la librairie, p.2.

confluence d'intérêts des maisons d'édition, des institutions et de ces entreprises philanthropiques associatives.

En retraçant l'histoire de ces bibliothèques, nous voudrions montrer comment ces nouveaux lieux de diffusion du livre ont pu d'une part offrir de nouvelles débouchés à un monde de l'édition qui connaissait une révolution, et d'autre part modifier le champ littéraire du temps en appelant à de nouveaux types d'écrits. Nous nous appuyerons pour cela sur l'exemple de la littérature romancée de vulgarisation scientifique³ qui apparaît au même moment : en joignant à un contenu scientifique instructif et édifiant une forme fictionnelle empruntée au roman ou à la nouvelle, elle semble en effet à bien des égards répondre spécifiquement à la demande des bibliothèques.

Des projets anciens

Les bibliothèques populaires et les bibliothèques scolaires pallient avant tout à l'inadaptation des bibliothèques municipales au lectorat de leur temps. Ces dernières, perçues par ceux-mêmes qui y travaillent comme « un sanctuaire où l'on ne doit chercher qu'à élever et nourrir l'esprit⁴ » ne saurait en effet s'ouvrir ni à ce nouveau public, ni aux livres qui pourraient les intéresser. « Odi profanum vulgus et arceo » aurait dit Horace : tout éloigne ces bibliothèques d'une volonté d'ouverture aux masses. Au cours du siècle, des initiatives diverses ont ainsi tenté de remédier à ce travers.

Dès 1794, un projet prévoyait la création de bibliothèques accolées aux écoles centrales et dont la mission se définissait par rapport à l'instruction scolaire. Elles étaient ainsi sensées « 1^o) faciliter tant aux élèves qu'aux professeurs l'étude de toutes les sciences qui seront enseignées dans ces écoles » et « 2^o) suppléer aux parties utiles d'enseignement qui n'y sont pas comprises et compléter ainsi l'instruction⁵ ». Ces bibliothèques ne virent jamais le jour, mais elles pointaient déjà la quasi absence d'ouvrages scientifiques dans les fonds des bibliothèques municipales. En effet, elles avaient hérité des collections des bibliothèques ecclésiastiques qui négligeaient les sciences et privilégiaient systématiquement d'autres domaines comme la théologie, la

³ Sur ce genre de littérature didactique, voir C. Garrabet, « Raconter les savoirs : les récits de vulgarisation scientifique dans la seconde moitié du XIX^e siècle », in L. Dahan-Gaida, C. Maillard, G. Séginger et al. (dir.), 2017. *Penser le vivant*. Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, pp.289-307.

⁴ Propos d'un bibliothécaire d'Angers rapportés par C. Le Bitouzé et P. Vallas, « L'accroissement des collections dans les bibliothèques municipales », in *Ibid.*, p.346.

⁵ Instructions du ministre citées par H. Richard, « Des bibliothèques districts aux bibliothèques municipales », in *Ibid.*, p.60.

littérature ancienne ou l'histoire. Ce manque perdura jusqu'au milieu du XIX^e siècle puisque le constat fut réitéré par l'éditeur Augustin Mathias en 1847 dans sa brochure *De la nécessité de créer des bibliothèques scientifiques-industrielles* :

Disons-le pourtant, une lacune considérable se rencontre dans la plus grande partie de ces établissements [= les bibliothèques municipales] ; destinés à une société industrielle, qu'y trouve-t-on ? de précieuses archives pour l'histoire de la contrée, les monuments de notre ancienne littérature, une multitude de livres latins, vieux débris de nos antiques abbayes ; mais pour ce qui est relatif aux intérêts de la société actuelle, rien ! Ne serait-il pas temps de combler une si déplorable lacune⁶ ?

Ici se dessine en creux à la fois une demande pour une certaine littérature scientifique, populaire, contemporaine, à l'opposé des ouvrages proposés dans les bibliothèques municipales, et un besoin de lieux nouveaux d'accès aux livres. Les seules réalisations à grande échelle de bibliothèques alternatives sont en effet à l'époque les bibliothèques paroissiales, organisées en réseaux depuis la Monarchie de Juillet par la Société des bons livres. On peut douter qu'elles satisfassent Augustin Mathias, lui qui met le doigt sur l'idéologie suspecte et fortement imprégnée de catholicisme (« vieux débris de nos anciennes abbayes ») des fonds des bibliothèques municipales : les statuts de l'Œuvre des bons livres sont sur ce point sans équivoque puisque son article 6 stipule que ses associés « ont pour but de combattre l'impiété en opposant aux mauvais livres qu'elle [=la société du temps] répand, des livres pleins de la doctrine de la foi, et conformes à ses dogmes et à sa morale⁷ ». Or, comme le rappelle Jules Simon en 1863 à propos des entreprises de lecture populaire, « il ne s'était pour ainsi dire rien fait jusqu'à ces dernières années en dehors des associations religieuses⁸ ». Nées de l'initiative privée, les bibliothèques paroissiales vont paradoxalement servir à la fois de modèle

⁶ A. Mathias, 1847. *De la nécessité de créer des bibliothèques scientifiques-industrielles ou au moins d'ajouter aux bibliothèques publiques une division des sciences appliquées aux arts et à l'industrie*. Paris, Librairie scientifique-industrielle de L. Mathias (Augustin), p.16.

⁷ Cité par A. Sandras (dir.), 2014. *Des bibliothèques populaires à la lecture publique*. Villeurbanne : Presses de l'ENSIB, École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, p.18.

⁸ J. Simon, 1863. « L'instruction primaire et les bibliothèques populaires », *Revue des deux mondes*, tome 47, 15 septembre 1863, p.364.

d'organisation et de contre-modèle idéologique aux bibliothèques populaires et scolaires. Ces dernières se présentent donc comme la réalisation effective de projets anciens réactualisés pour remédier à un double constat : l'exclusion du lectorat populaire des bibliothèques municipales, et le risque de leur captation par des bibliothèques confessionnelles à vocation prosélyte.

Les bibliothèques populaires

Les bibliothèques populaires remontent à la mise en place à Paris en 1861 de la Bibliothèque des Amis de l'Instruction du III^e arrondissement par un certain Jean-Baptiste Girard, ouvrier typographe socialiste et très influencé par le fouriérisme. Il s'associa avec des artisans de son quartier pour fonder ce lieu qui servit de modèle à beaucoup d'autres entreprises du même type dans la capitale. La Société Franklin parut ainsi l'année suivante pour faire la promotion des bibliothèques populaires partout en France et aider à leur création en publiant en particulier des catalogues de lectures recommandées. Quasiment au même moment, Jean Macé créa en Alsace la Société des Bibliothèques communales du Haut-Rhin, dont le fonctionnement est assez similaire à la Société Franklin. Les bibliothèques populaires connurent un développement spectaculaire et un succès certain, puisqu'Arlette Boulogne⁹ avance le chiffre de 20 000 à 100 000 bibliothèques créées pendant les cinquante dernières années du siècle ! Elles concurrencèrent ainsi rapidement les bibliothèques paroissiales, alors qu'elles étaient animées par une volonté explicite de contrer l'influence de l'Église dans l'éducation. Arlette Boulogne note ainsi que « les propositions de lecture [y étaient] toujours très marquées par le désir de procurer au public populaire des ouvrages capables de développer chez lui une certaine moralité laïque¹⁰ ». Or la lutte se joue autour du choix des livres, les bibliothèques populaires cherchant à promouvoir des livres conformes à leur conception de la « bonne lecture ».

Jules Simon est le premier à appeler à la création d'une littérature spécifique, écrivant qu'« il est une sorte d'ouvrages qui pourraient être écrits spécialement pour les bibliothèques populaires. Ce sont les livres techniques destinés à propager les

⁹ A. Boulogne, 1988. « L'influence de Pierre-Jules Hetzel, éditeur, sur les institutions de lecture populaire », in C. Robin (dir.), *Un éditeur et son siècle. Pierre-Jules Hetzel (1814-1886)*, Saint-Sébastien, ACL éditions, p.257.

¹⁰ A. Boulogne, 2016. *Des livres pour éduquer les citoyens : Jean Macé et les bibliothèques populaires (1860-1881)*. Paris, Éditions L'Harmattan, p.25.

découvertes scientifiques et les meilleurs procédés industriels¹¹ », autrement dit des ouvrages de vulgarisation scientifique. Louis Hachette, qui fera explicitement référence au modèle du récit didactique à travers l'exemple des « récits de voyage, aussi instructifs qu'amusants ¹² », reprend aussi ce leitmotiv d'une nouvelle forme de littérature vulgarisée à proposer :

Les livres destinés au but principal des bibliothèques populaires ne sont pas encore assez nombreux. Jusqu'ici les écrivains ont en général écrit pour les hommes d'étude ou de loisir, et non pour les classes laborieuses, qui, aujourd'hui même, lisent encore fort peu. Il y a donc une littérature spéciale à créer, et je puis vous assurer que des gens de cœur et de grand talent se sont mis sérieusement à l'œuvre¹³.

Jean Macé insiste quant à lui sur la place nécessaire à faire au « genre dit de *récréation* » car « on ne doit pas craindre dans les premiers achats de faire une large part aux livres de récréation. [...] L'enfance est pour les friandises, que ce soit l'enfance du corps ou celle de l'esprit, et les livres attrayants auront toujours au début le pas sur les autres¹⁴ ». En confrontant ces citations, on voit se tisser un réseau entre « diffusion des savoirs techniques et scientifiques », « récit instructif » et « littérature de récréation » qui dessine un nouveau modèle de « bonnes lectures ». Cette littérature qu'il s'agit de créer évoque étrangement les récits de vulgarisation scientifique.

Il faut néanmoins prendre garde à l'identité des personnes qui s'expriment alors. Louis Hachette est éditeur, Jean Macé est à la fois auteur de récits de vulgarisation et co-fondateur avec Pierre-Jules Hetzel du *Magasin d'Éducation et de Récréation* où bon nombre de textes de ce genre sont publiés. Si les bibliothèques populaires sont sans conteste une entreprise philanthropique visant à promouvoir la lecture et l'instruction populaire, elles sont aussi un nouveau marché à prendre et à alimenter. Jean Macé a une claire conscience des enjeux économiques autour des choix de livres, « sujet d'autant plus scabreux qu'il y a dessous une question d'argent ». Il note malicieusement qu'il

¹¹ J. Simon, 1863. *Op. cit.*, p.373.

¹² L. Hachette, 1864. *Réponse à Monsieur Jean Macé auteur d'une brochure : Conseils pour l'établissement des bibliothèques communales*. Paris, Librairie de L. Hachette et Cie, p.8.

¹³ *Ibid.*, p.6.

¹⁴ J. Macé, 1864. *Conseils pour l'établissement des bibliothèques communales*. Paris, Hetzel, p.14.

« conçois[t] qu'on cherche d'avance à s'emparer d'un marché qui peut atteindre de pareilles proportions. Les plans ne vont pas manquer, ni les offres de services : un monopole aussi lucratif vaut bien quelques frais d'imagination¹⁵ ». La correspondance qu'il entretient avec Hetzel témoigne toutefois chez lui aussi de préoccupations terre à terre, et on le voit entreprendre des voyages qui s'apparentent à des tournées de démarchage dès les débuts de ces bibliothèques :

Je pars ce soir pour Gubwiller, Dornach et Mulhouse, avec la perspective d'en rapporter ici une Association pour la fondation et l'entretien des Bibliothèques communales dans le Haut-Rhin. [...] Tu peux croire du reste que je te mettrai en avant de mon mieux. [...] Il y aurait plus tard une bonne position pour celui qui aurait pris la corde¹⁶.

Le fait le plus remarquable reste toutefois la collusion de tous les acteurs de ces bibliothèques populaires : Hachette, qui avait comme on l'a vu très tôt proposé ses services, deviendra l'éditeur le plus présent de leurs fonds¹⁷ ; quant à Macé, qui œuvra tant pour les bibliothèques populaires, on connaît ses liens avec Hetzel dont il est l'un des auteurs. La Ligue de l'enseignement, que Macé crée en 1866 pour prendre la suite au niveau national de la Société des Bibliothèques communales du Haut-Rhin, publie des bulletins particulièrement parlant sur cette question. À partir de 1879 y est émis un catalogue¹⁸ destiné à conseiller les bibliothèques pour leurs achats. Certes, une grande diversité d'éditeurs voit leurs textes référencés, mais surtout la grande majorité des récits de vulgarisation publiés par Hetzel sont présents dans « Notre nouveau catalogue pour bibliothèques populaires d'adultes » (1881) et « Catalogue à consulter pour l'organisation et la direction d'une bibliothèque populaire destinée à des lecteurs adultes » (1883). Certains textes sont même mis en valeur par un système de classement rendant compte de l'importance et de l'utilité du livre. Les deux ouvrages phares de Macé,

¹⁵ Jean Macé. *Op. cit.*, p.5.

¹⁶ Lettre du 7 ou 8 juillet 1863, citée par A. Boulogne, 1988. *Op. cit.*, pp.264-265.

¹⁷ À titre d'exemple, le premier catalogue de la Société Franklin comporte, sur les 500 références qu'il propose, 120 titres édités par Hachette.

¹⁸ Voir *Bulletin de la Ligue de l'enseignement*. Paris, Aux bureaux de la Ligue française de l'enseignement, n° 1 à 6, 1881-1884.

l'Histoire d'une bouchée de pain (1861) et *Les serviteurs de l'estomac* (1864), sont rassemblés dans la première rubrique, présentée comme suit :

Excellents en tous points, à la portée de tous les âges après l'adolescence, [...] les livres de ce premier groupe, les chefs-d'œuvre en quelque sorte de notre littérature populaire, sont appelés à former pour toutes les bibliothèques d'adultes, un fonds commun de lectures variées, attrayantes, instructives, que leur clientèle lira et voudra relire¹⁹.

Il ne faut donc pas s'étonner de voir la place de premier plan qu'a pris Hetzel dans les collections des bibliothèques populaires, ni des soutiens dont ont bénéficié les récits de vulgarisation scientifique. Ces derniers participent en effet d'un système qui s'autoalimente grâce à une demande entretenue par de multiples acteurs. Les récits de vulgarisation scientifique apparaissent comme des produits culturels pour lesquels il a été créé un lieu et un besoin sous bien des aspects artificiel : ceux qui proposent ces livres (les éditeurs) peuvent être aussi ceux qui les conseillent (les sociétés de propagande) et les écrivent (les auteurs), quand ils ne sont tout bonnement pas engagés dans le fonctionnement de ces bibliothèques (tout comme Macé, Hetzel fut ainsi sociétaire de la Société des Bibliothèques communales du Haut-Rhin). Les bibliothèques populaires sont donc au final un lieu stratégique pour les récits de vulgarisation car elles sont celui d'une auto-engendrement. Plus généralement, elles sont pour l'édition à la fois un lieu de distribution et de diffusion de leurs produits, puisque ces établissements achètent une grande partie des ouvrages et leur servent de vitrine. Elles jouent même un rôle dans la création d'un nouveau genre didactique, dont elles assurent volontairement ou non la promotion et stimulent le développement.

Les bibliothèques scolaires

Bibliothèques populaires et bibliothèques scolaires ont une histoire et un projet ressemblants. Elles naissent toutes deux au même moment et visent le même lectorat issu de l'alphabétisation croissante de la population française. Mais si l'initiative privée

¹⁹ *Ibid.*, p.256.

est à l'origine de l'une, c'est l'État qui préside à la création de l'autre et surveille son fonctionnement. La connivence qui existait entre les différents acteurs des bibliothèques populaires, ce vase-clos qui profita tant aux récits de vulgarisation scientifique, ne peut donc ici jouer à plein.

C'est au ministre de l'Instruction publique Rouland que l'on doit la création de ces bibliothèques²⁰. Par la circulaire du 31 mai 1860, il demande aux préfets de faire équiper chaque école d'« une bibliothèque-armoire, destinée à la conservation des livres, des cahiers et des cadres imprimés à l'usage de l'école²¹ ». Il faudra attendre deux ans et l'arrêté du 1^{er} juin 1862 pour que le meuble devienne l'institution « bibliothèque scolaire ». Elle est placée sous l'autorité des instituteurs et ne propose que les livres autorisés par les inspecteurs d'académie. Dès ses débuts, elle est pensée non pas spécifiquement pour l'enfant, mais pour sa famille, puisque le but est de « doter les populations laborieuses d'un fonds d'ouvrages intéressants et utiles²² ». Elle apparaît d'ailleurs bien souvent plus comme la bibliothèque de la commune que de l'école. Bibliothèques scolaires et bibliothèques populaires sont donc dans une certaine mesure en concurrence, d'autant plus que les premières, fortes du soutien de l'État, se sont multipliées rapidement. Toutefois, si le public visé est identique, il ne l'est pas pour les mêmes raisons. Alors que les « bonnes lectures » défendues par les bibliothèques populaires tendaient à détourner le peuple de la production catholique du temps, la bibliothèque scolaire s'attache elle à se substituer à la littérature de colportage dont on suspecte la moralité. Il s'agit bien ici de contrôler les lectures des familles afin de les moraliser. Les récits de vulgarisation scientifique ne jouissent donc pas du même climat idéologique bienveillant dans les commissions²³ chargées de dresser la liste des ouvrages acceptés. Jean Macé a tout fait conscience du jeu d'influences qui se met alors en place, et tente de convaincre Hetzel de faire son possible pour entrer dans l'une de ces commissions : « Eh bien sûr qu'il y a des cléricaux dans les commissions de livres du Ministère ! C'est leur place d'armes²⁴ ». Ses craintes se révélèrent d'ailleurs justifiées, et cette année-là ses livres ne furent pas choisis : « Je suis bien content du coup de marée des scolaires [sic] ; mais je vois que la Bouchée fait tout de même peur. Qu'est-ce que je

²⁰ Pour un exposé historique plus détaillé, voir J. Hébrard, « Les bibliothèques scolaires » dans D. Varry (dir.), 2009. *Op. cit.*, pp.707-754.

²¹ « Circulaire du ministre de l'Instruction publique et des cultes aux préfets du 31 mai 1860 relative à l'établissement de bibliothèques scolaires dans les écoles primaires publiques », cité par J. Hébrard, *Ibid.*, p.707.

²² *Ibid.*, p.708.

²³ Ces commissions académiques seront fusionnées en une unique commission nationale par le ministre Duruy en 1865, rendant son poids et la nécessité d'y avoir des relais d'autant plus forts.

²⁴ Lettre du 7 juillet 1863, citée par A. Boulogne, 1988. *Op. cit.*, p.263.

te disais que cela ne serait jamais un livre officiel »²⁵. L'exemple de Macé montre que la question est d'importance, et que les auteurs de vulgarisation romancée la prennent à cœur car elle dépasse la simple logique marchande des ventes. Ce qui s'apparente par de nombreux aspects à une tentative de noyautage a en effet un enjeu idéologique : ces commissions délivrent à la fois une récompense, un titre et un sésame qui donne accès à l'éducation de la jeunesse. De cette façon, les bibliothèques scolaires peuvent être vues comme le lieu où se jaugent les différents groupes d'opinion et où s'exerce de fait leur influence. L'entrée progressive de ces textes est donc l'histoire d'une reconnaissance institutionnelle qui vaut lieu d'intronisation. Elle suit une chronologie largement calquée sur celle des forces politiques en présence dans la commission nationale des livres et montre comment ce sont cette fois les institutions qui ont pu favoriser, à travers ces bibliothèques scolaires, le développement d'un nouveau genre littéraire.

Cette seconde moitié du XIX^e siècle est donc divisée en deux phases auxquelles le ministère Ferry sert de pivot : jusqu'en 1879, on ne relève que très peu de vulgarisation fictionnalisée, après 1879, le nombre de ces livres augmente nettement. À cela s'ajoute une autre raison. Jusqu'à cette date, les bibliothèques scolaires avaient été, conformément à leur philosophie d'origine, plus celle des familles que celle des écoliers, et avaient pour contre-modèle la littérature de colportage, grande pourvoyeuse de romans. Les fonds comportaient ainsi beaucoup d'ouvrages non-fictionnels, et lorsqu'ils proposaient de la littérature, la préférence allait aux auteurs les plus classiques ou les plus académiques. Une telle ligne excluait de facto les récits de vulgarisation. Or, soucieux de moderniser ces lieux et d'en faire de réelles bibliothèques des écoles, Jules Ferry prend un arrêté le 15 mars 1879 qui va les tourner vers des lectures plus ludiques et destinées à un lectorat plus jeune. Conséquemment, les fonds vont rapidement évoluer vers une littérature plus romanesque, plus accessible, et la vulgarisation romancée va pouvoir trouver plus naturellement sa place. L'entrée des récits de vulgarisation scientifique dans ce lieu institutionnel qu'est l'école se fait donc tardivement, et est contemporaine des premiers gouvernements progressistes de la III^e République. Il aura fallu pour cela que le contexte politique change et que la philosophie qui animait ces textes soit vue d'un œil bienveillant par le pouvoir. C'est donc une affinité idéologique qui a permis à plusieurs œuvres d'accéder à cette forme de reconnaissance officielle. Le projet d'instruction populaire qui les porte, la foi dans une morale laïque et l'importance qu'ils accordent à la science, y compris dans sa dimension éducative, entre en phase avec

²⁵ *Ibid.*, p.263.

l'orientation des gouvernants qui se succéderont à partir de la fin des années 1870. Ainsi, les bibliothèques scolaires actent la consécration des récits de vulgarisation scientifique en les accueillant massivement au moment où ils participent à l'idéologie dominante. Ce faisant, elles assoient la légitimité d'un genre nouveau au sein du champ littéraire.

Conclusion

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les bibliothèques populaires et scolaires furent de formidables outils de démocratisation de la lecture : bien mieux organisées que les réseaux traditionnels du colportage, elles proposèrent un nombre de titres bien plus importants, accessibles partout en France et à n'importe qui. Surtout, elles prirent le pas sur les bibliothèques confessionnelles et jouèrent un rôle important dans le déclin de l'édition catholique traditionnelle à partir des années 1870. Elles servirent en effet de moteur à bon nombre de nouvelles maisons d'édition en leur ouvrant un marché et en légitimant leur place : ce furent les produits d'Hachette, de Flammarion et de Hetzel qu'on trouva massivement dans les rayons de ces établissements.

On comprend dès lors pourquoi elles furent l'objet de toutes les attentions des éditeurs et des auteurs. Ceux-ci tentèrent d'avoir voix au chapitre en s'immisçant dans les comités administratifs de ces bibliothèques, ou en influençant les décideurs institutionnels, pour pousser au choix de leurs textes. L'exemple de Jean Macé et son éditeur Hetzel est sur ce point tout à fait caractéristique : il témoigne d'un grand mélange des genres, le premier étant à la fois auteur, créateur d'une société de promotion des bibliothèques et sénateur sous la III^e République. Cette collusion permit l'émergence d'un nouveau genre de littérature didactique, les récits de vulgarisation scientifique, qui fut largement diffusé dans les bibliothèques populaires et scolaires. Son œuvre parangon, *l'Histoire d'une bouchée de pain*, est d'ailleurs écrite par... Jean Macé et publiée par Hetzel. Comment mieux illustrer l'adage « on n'est jamais mieux servi que par soi-même » ? L'exemple de ces récits montrent aussi la multiplicité des agents influant sur le champ littéraire : à travers ces bibliothèques, l'on voit des éditeurs, mais aussi des institutions comme des comités ministériels ou encore des associations participer à la création et à la promotion de nouvelles formes littéraires. Il révèle aussi les dimensions économiques et idéologiques qui peuvent présider à leur naissance, celles d'un nouveau lectorat à satisfaire tout en le tenant écarté de l'influence de l'Église.